

La route de la servitude intellectuelle

Renaud Maes, rédacteur en chef de *La Revue nouvelle*.

Cet article, dont nous reprenons des extraits, a été publié le 1^{er} avril 2016.

Par cartes blanches interposées, Corentin de Salle, directeur scientifique du centre Jean Gol, a réagi à la sortie de Manuella Cadelli, présidente de l'Association syndicale des magistrats. Une joute autour de cette question : « Le néolibéralisme est-il un fascisme ? ». Et l'occasion pour Santé conjuguée d'analyser la pertinence du concept de néolibéralisme.

[...] Voilà donc qu'une magistrate, Manuella Cadelli, qualifie de « fascisme » le « néolibéralisme »¹. Et voilà que les réseaux sociaux s'emballent. L'affaire est grave puisque buzzante, il faut dès lors en débattre. Grâce à l'intervention quasi instantanée de Corentin de Salle, intellectuel explicitement au service du pouvoir gouvernemental, on apprend ainsi que le néolibéralisme n'existe pas². Quel est l'argument décisif de l'acte de non-existence du néolibéralisme ? Tout simplement, qu'aucun auteur ne s'en revendiquerait – à l'exception, nous apprend le commentateur, de l'économiste protectionniste Maurice Allais, de Jacques Rueff et de... John Maynard Keynes, dont évidemment l'évocation peut sembler cocasse lorsqu'on envisage d'analyser les politiques « libérales » d'aujourd'hui. Dès lors, il s'agirait d'une pure création d'intellectuels « antilibéraux ». Et la messe est ainsi dite. Le *fast-thinker* peut remballer ses produits et aller commenter ailleurs, par exemple sous les ors des salons de l'Académie où l'on s'esbaudit apparemment de tant d'érudition.

Pour autant, les choses ne sont pas si simples, et l'on gagnerait beaucoup pour la qualité du débat public à éviter tant le piège de la condamnation par analogie historiquement questionnable, que celui, bien plus dangereux, de croire qu'il existe une doctrine libérale unifiée. Justement, s'il faut reconnaître une qualité profonde à la pensée libérale, c'est la richesse conceptuelle des débats qui l'animent et la puissance intellectuelle formidable déployée dans ceux-ci³. [...]

1. M. Cadelli, « Le néolibéralisme est un fascisme », *Le Soir*, 3 mars 2016.

2. C. de Salle, « "Le néolibéralisme un fascisme ?" Mme Cadelli, le néolibéralisme n'existe pas », *Le Soir*, 3 mars 2016.

3. Comme en témoignent les commentaires de Mill contre Bentham, les échanges entre Hayek et Eucken, ou encore entre Nozick et Rawls.

Le néolibéralisme comme rupture

[...] C'est la volonté de sortir le libéralisme de l'ornière, dans un contexte de montée en puissance des idées antilibérales portées très largement par les partis fascistes, qui se concrétisa notamment par le célèbre colloque Walter Lippman, qui rassembla entre le 26 et le 30 août 1938, à Paris, vingt-six économistes et intellectuels libéraux. Ce mouvement donna par ailleurs naissance, après la Seconde Guerre mondiale, à la Société du Mont-Pèlerin, fondée en avril 1947 par Hayek, et qui regroupe des ordo-libéraux, des tenants de l'école austro-américaine et, bien sûr, des tenants de l'école de Chicago. Il convient de se pencher sur ces deux événements pour tenter d'identifier les points de convergence de cet ensemble de penseurs : pour résumer au risque de caricaturer, tous – en ce compris Hayek – se proposent de définir un interventionnisme étatique propre au libéralisme, et en particulier des mécanismes mieux construits d'établissement de la concurrence. Il n'est plus là question de laissez-faire absolu, il ne faut plus « laisser agir la nature », mais activement construire le cadre de la concurrence. Une métaphore est utilisée par Louis Rougier lors du colloque Lippman, explicitant parfaitement cette rupture : « être libéral, ce n'est pas comme le 'manchestérien', laisser les voitures circuler dans tous les sens, suivant leur bon plaisir, d'où résulteraient des encombrements et des accidents incessants ; ce n'est pas, comme le 'planiste', fixer son heure de sortie et son itinéraire ; c'est imposer un Code de la route [...] ». Cette métaphore sera reprise plusieurs fois, par nombre de penseurs néolibéraux à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en ce compris Hayek, dans *The Road to Serfdom*⁴.

4. F. A. Hayek, *The Road to Serfdom*, New-York, Routledge Classics, 2006 (Première ed. 1944), p. 78.

Nous avons là des moments clés, des regroupements affinitaires, l'explicitation d'une rupture, une institution née de ce regroupement, bref, de quoi justifier sans doute l'idée d'une certaine « communauté de pensée » dont il n'est dès lors pas forcément infondé de la désigner par une étiquette. Et, puisqu'elle entend s'inscrire dans la pensée libérale, on peut sans doute suggérer qu'elle est « néolibérale ». Bien sûr, le « néolibéralisme » se compose effectivement d'écoles très divergentes et connaît en son sein des oppositions d'importance... [...]

Le néolibéralisme comme projet constructiviste

Mais on manquerait une dimension à circonscrire le néolibéralisme à cette simple convergence doctrinaire, bref à le réduire à un « fil idéologique commun » datant de la première moitié du XX^e siècle. Le « grand tournant » des politiques publiques, amorcé dans les années 80 avec la montée en puissance du néoconservatisme, mais aussi et bien plus largement, des logiques de désinvestissement public à la suite du ralentissement de la croissance et à l'apparente inefficacité des politiques keynésiennes de relance dans ce contexte, a en effet concrétisé une part de cette doctrine, tout en lui donnant un autre tour.

Nous n'avons pas l'espace ici pour expliciter le processus par lequel, par la confrontation des différents courants du néolibéralisme et par le jeu des applications politiques notamment au sein des diverses instances internationales (Organisation de coopération et de développement économiques, Fonds monétaire international, etc.), l'ordolibéralisme allemand a largement réussi à imposer son optique « constructiviste » visant à fabriquer jusqu'à la subjectivité individuelle au travers de réformes des institutions, là où l'école austro-américaine a quant à elle pu justifier des politiques d'imposition de décision impopulaires⁵ et d'éloge de l'individu-entrepreneur.

Mais ce qu'il faut précisément noter, c'est que la jonction entre la perspective constructiviste et la promotion de l'« esprit d'entreprendre » cher notamment à Schumpeter implique la mise en place, pour reprendre l'expression foucauldienne, de la fabrique d'une subjectivité particulière, subjectivité qui n'est absolument pas réductible à la seule dimension économiste : il s'agit en effet d'étendre une logique de concurrence à l'ensemble du monde social, quitte à ce que l'État puisse servir de vecteur de légitimation de cette logique. C'est ainsi que l'on peut comprendre comment les théories managériales

5. On se souviendra en particulier de la préférence d'Hayek pour une « dictature libérale » à une « démocratie totalitaire » (voir « The principles of a liberal social order »).

des années 70, qui se fondent précisément sur cette logique de concurrence, ont par la suite été largement diffusées au travers de l'action des institutions publiques : l'externalisation permet d'organiser le concours entre les sous-traitants, le désinvestissement des politiques sociales permet d'augmenter la compétition entre les travailleurs sans emploi, etc. L'école prend également un rôle particulier, puisqu'elle doit préparer les individus à devenir les « entrepreneurs » de leur propre carrière, en proposant des « produits » permettant à chaque instant de se « positionner » par rapport aux « besoins du marché ».

Comme le note Wendy Brown⁶, « si la rationalité néolibérale met le marché au premier plan, elle n'est pas seulement – et n'est même pas d'abord – centrée sur l'économie ; elle consiste plutôt dans l'extension et la dissémination des valeurs du marché à la politique sociale et à toutes les institutions, même si le marché conserve sa singularité [...]. Le néolibéralisme est un projet constructiviste ; pour lui, la stricte application de la rationalité économique à tous les domaines de la société n'est pas un donné ontologique ; il œuvre donc [...] au développement, à la diffusion et à l'institutionnalisation de cette rationalité ».

On aurait tort, comme pourrait le laisser entendre une lecture rapide de la carte blanche de Manuella Cadelli, de réduire le néolibéralisme à une extension infinie de l'économie par simple effet de « contamination » d'un champ à un autre ou par un assujettissement de tous les champs au champ économique : il s'agit au contraire avant tout de construire la concurrence et pour ce faire, d'ancrer les schèmes de raisonnements propres à la logique concurrentielle dans l'ensemble des champs structurant la société. Mais cette construction repose sur un principe d'efficacité qui se veut non-moral : en tant que tel, le néolibéralisme se veut une rationalité ou plutôt un régime de rationalité, et non une idéologie – contrairement, d'ailleurs, au néoconservatisme, qui quant à lui est explicitement moral⁷. ■

6. W. Brown, *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme*, coll. « Penser/croiser », Paris, Les Prairies ordinaires, 2007, p. 50.

7. On peut tout à fait douter de la pertinence de considérer le néolibéralisme comme rationalité, et considérer qu'il s'agit plutôt d'une idéologie partant d'une série d'axiomes déconnectés du réel – comme l'acteur rationnel, l'efficacité du market signal ou encore le principe « de ruissellement ». Ce que nous souhaitons avant tout pointer, c'est qu'il ne s'assume en tout cas pas comme tel.